



## Déclaration liminaire de la FCPE, pour le CDEN du 2 octobre 2020

Mme la vice-présidente du Conseil Départemental

M le Préfet

M le DASEN

Mesdames, Messieurs

L'année dernière, notre déclaration liminaire était un inventaire à la Prévert de souhaits pour l'école, qui décrivait une école idéale peut être un peu utopique.

Loin de l'utopie, cette année-ci a débuté dans un climat anxiogène tant pour les familles que les personnels de l'Education Nationale. Depuis la mi-mars et le confinement, tous les acteurs de l'Ecole s'adaptent à la situation.

Le confinement a eu des répercussions sur bien des élèves, et les cours à distances ont creusé les inégalités. A distance, on n'étudie pas de la même manière dans un appartement à 5 dans un quartier que dans une maison avec un jardin, quand on doit partager un seul ordinateur avec toute la famille que si on en a plusieurs, quand quelqu'un peut vous aider ou quand vous êtes seul. Sans compter que les parents ont eu pour une partie d'entre eux à jongler entre télétravail et leçons à faire apprendre.

Dans ces conditions, la rentrée était source de stress pour les familles et les protocoles de l'Education Nationale qui ont été donnés tardivement n'ont pas été très rassurants dans les premiers jours. La grande avancée qui aura été faite dans nombre d'établissements aura été l'accès aux toilettes ainsi que la présence de savon dans tous les toilettes ... et dire qu'il aura fallu un pangolin pour les obtenir !!! La FCPE espère que lorsque la pandémie sera finie, ce sera toujours le cas.

Par ailleurs, et ceci s'adresse tout particulièrement à Mme Nury en tant que représentante du Conseil Départemental, cette pandémie soulève un problème : les agents de service (nettoyage, accueil et cantine) sont une population vieillissante. Certains d'entre eux, à risque, ne sont pas à leur poste et les chefs d'établissement nous disent qu'ils regrettent de ne pouvoir faire nettoyer les salles en cours de journée par manque de personnel. Et ce sont nos enfants qui en font les frais.

Pour en revenir aux enseignements. Il est évident que des notions n'ont pas été acquises et qu'il faut faire un bilan de rentrée avec les élèves. Ces bilans sont faits depuis la rentrée, mais pour les élèves absents (cas positifs au Covid par exemple) certains enseignants les font faire au retour de l'enfant, d'autres pas. Il n'y a aucune visibilité pour nous parents : est ce que les programmes seront allégés cette année pour tenir compte des notions non acquises l'année dernière ? Les enseignants en primaire et les chefs d'établissement en collège nous assurent qu'un accompagnement est proposé aux élèves en difficulté.

Par ailleurs en voyant les dernières mesures prises ces derniers jours, nous nous demandons si l'Education Nationale est prête en cas d'une nouvelle fermeture des établissements scolaires.

Par ailleurs, pour ne pas parler que d'actualité, nous voulons évoquer deux sujets. Tout d'abord, l'enseignement des langues, y compris la langue des signes. Aujourd'hui, les enfants commencent les apprentissages en langue étrangère dès le CP, le plus souvent en anglais.... Mais ils recommencent à zéro en entrant en 6<sup>ème</sup> et doivent avoir atteint les mêmes objectifs en fin de 6<sup>ème</sup> qu'il y a 30 ans quand il n'y avait pas d'anglais au primaire ... Est-ce que seuls les parents s'interrogent à ce sujet ? Quant à la langue des signes, elle n'est quasiment pas enseignée dans le département, alors qu'elle est une porte ouverte sur le monde et sur le handicap.

Le second sujet est la violence entre élèves. Depuis la rentrée, des bagarres ont éclatés dans des établissements du Gard. En tant que Fédération de parents, la FCPE a été contactée en particulier à Bagnols sur Cèze. Deux familles nous ont contactés pour nous demander conseil concernant leurs fils qui avaient été attendus par un groupe d'élèves et ont été tabassés... chaque fois ces évènements se sont passés à l'extérieur du lycée. La cause dans un cas était un différent dans le couloir ; pour le 2<sup>ème</sup> élève il ne semble pas y avoir de raison. Le pire c'est que cet établissement a fait une campagne d'affichage contre la violence et les harcèlements avec un travail sur ce sujet avec les élèves... Alors nous posons la question : comment faire pour protéger nos enfants ?

Aujourd'hui nous voudrions que l'Education Nationale ne fasse pas que gérer l'urgence ou nous préparer une énième réforme qui ne résoudra pas grand-chose mais plutôt qu'il y ait de vraies avancées concrètes pour que tous les élèves puissent réussir qu'ils soient.